

TRIBUNE

Pour un projet ambitieux de bibliothèque d'histoire des femmes et du féminisme à Paris

Par L'association Archives du féminisme(<http://www.liberation.fr/auteur/17018-l-association-archives-du-feminisme>) — 5 octobre 2016 à 18:15

MAIRIE DE PARIS





Les archives de la bibliothèque Marguerite-Durant ont fait l'objet d'une exposition, en 2010-2011. Photo DR

Le budget participatif de la Ville de Paris vient d'être clos. Parmi les propositions, la création d'un espace dédié à la littérature féministe. Chercheuses, chercheurs et historien.ne.s s'inquiètent de ce projet, jugé flou et peu ambitieux. Est-ce une manière détournée de faire disparaître l'actuelle bibliothèque Marguerite-Durand, qui conserve et

archive l'histoire du féminisme ?

Parmi les différents projets proposés au vote des Parisien.ne.s dans le cadre du «budget participatif» de la Mairie de Paris, le projet n°7 s'intitulait «*Pour une bibliothèque des femmes et du féminisme*». Cette initiative ne peut, sur le principe, qu'emporter notre adhésion. Mais par son imprécision, elle se révèle au contraire un projet dangereux qui suscite notre plus grande inquiétude.

D'abord, ce projet pourrait n'être qu'une manière détournée de faire disparaître l'actuelle bibliothèque Marguerite-Durand, installée dans le XIII^e arrondissement de Paris et connue, fréquentée et appréciée par les professionnel.le.s comme par les amatrices et amateurs de l'histoire des femmes. Cette bibliothèque met en effet aujourd'hui à disposition du public des collections riches et des fonds d'archives inédits, conformément au souhait testamentaire de sa fondatrice, la journaliste et militante féministe Marguerite Durand. Or, comme le dénonce un syndicat des personnels des bibliothèques de la Ville de Paris (le SUPAP-FSU), ce projet mis au vote vise à se substituer à l'actuelle bibliothèque Marguerite Durand sans que les personnels n'aient été consultés et sans que les conditions de cette mutation ne soient définies. Ce «flou», observable d'ailleurs dans la formulation du projet qui situe la BMD dans le V^e arrondissement, est la source de notre interrogation et de notre inquiétude, d'autant que le seul lieu d'implantation de cette nouvelle bibliothèque évoqué à ce jour apparaît totalement inadéquat (trop petit et inapproprié à la conservation et à la communication des fonds d'archives).

Conserver son autonomie

Au contraire, nous défendons qu'un déménagement de la bibliothèque Marguerite-Durand, s'il devait avoir lieu, ne peut se justifier que par une amélioration des conditions de travail des personnels et d'accès du public aux fonds. Ainsi, pour que vive la structure léguée par Marguerite Durand à la Ville de Paris, cette nouvelle bibliothèque doit d'abord conserver en un lieu unique, à Paris, les personnels, la salle de consultation et les fonds d'archives. Elle doit être hébergée dans des locaux plus grands que l'actuelle bibliothèque pour permettre l'enrichissement des fonds et leur assurer de bonnes conditions de conservation. Pour continuer à assurer au mieux ses missions de recherche et de valorisation du patrimoine, elle doit enfin conserver son autonomie par rapport à toute autre bibliothèque de la Ville de Paris. Dans ces conditions, la Ville de Paris se donnerait les moyens de faire vivre ce projet essentiel au rayonnement culturel et citoyen de la capitale.

L'égalité des sexes, un projet optionnel ?

A l'opposé de cette vision, elle propose aujourd'hui au vote du « budget participatif » une vague idée aux contours mal définis. Ce choix a de quoi surprendre et constitue le dernier motif de notre inquiétude : l'égalité des sexes et la valorisation du patrimoine féministe seraient-ils des projets politiques et culturels optionnels ? Doit-on demain s'attendre à ce que l'ensemble de la politique d'égalité des sexes soit mise au vote d'une poignée de Parisien.ne.s ? Nous ne le pensons pas. Nous affirmons au contraire qu'un projet ambitieux de bibliothèque d'histoire des femmes et du féminisme doit être au cœur de la politique d'égalité des sexes de la Ville de Paris.

Nous demandons à la Mairie de Paris de ne pas faire de cette ambition un projet optionnel mais une priorité politique.

A l'initiative de l'association Archives du féminisme et de son conseil d'administration : **Christine Bard**, professeure d'histoire contemporaine, Université d'Angers. **France Chabod**, responsable du Centre des archives du féminisme d'Angers. **Marion Charpenel**, post-doctorante. **Mireille Douspis**, docteure ès lettres. **Nicole Fernandez-Ferrer**, déléguée générale du Centre audiovisuel Simone de Beauvoir. **Hélène Fleckinger**, maîtresse de conférences en études cinématographiques, Université Paris-VII Vincennes Saint-Denis. **Pascale Goux**, professeure de mathématiques. **Lucy Halliday**, mastérante. **Alban Jacquemart**, maître de conférences en science politique, Université Paris-Dauphine. **Audrey Lasserre**, post-doctorante. **Sandrine Lévêque**, maîtresse de conférences en science politique, Université Paris-I. **Bibia Pavard**, maîtresse de conférences en histoire, Université Paris-II. **Anne-Marie Pavillard**, bibliothécaire retraitée. **Bérengère Savinel**, doctorante en sociologie. **Franck Veyron**, archiviste, Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine.

Premiers signataires : **Association nationale des études féministes**, Association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre - Mnémosyne et le **Centre audiovisuel Simone de Beauvoir**

Catherine Achin, professeure en science politique, Université Paris-Dauphine. **Viviane Albenga**, maîtresse de conférences en sociologie, IUT Bordeaux Montaigne. **Laure Bereni**, chargée de recherche en sociologie CNRS. **Anne E. Berger**, professeure en littérature française et études de genre, Université Paris-VIII Vincennes Saint-Denis, directrice de l'UMR LEGS. **Sandra Boehringer**, maîtresse de conférences en histoire ancienne, Université de Strasbourg. **Sylvie Chaperon**, professeure en histoire,

Université Toulouse-Le Mirail. **Helen Chenut**, historienne (Etats-Unis). **Marlène Coulomb-Gully**, professeure en sciences de l'information et de la communication, Université de Toulouse-Le Mirail. **Christine Delphy**, sociologue, fondatrice de Nouvelles questions féministes. **Christine Détrez**, professeure de sociologie, ENS de Lyon. **Jules Falquet**, maîtresse de conférences en sociologie, Université Paris-Diderot. **Eric Fassin**, professeur de sociologie, Université Paris-VIII Vincennes Saint-Denis, co-directeur du département d'études de genre. **Michèle Ferrand**, directrice de recherche en sociologie, CNRS. **Erika Flahault**, maîtresse de conférences en sociologie, Université du Maine. **Françoise Flamant**, auteure. **Susan Foley**, professeure d'histoire et d'études philosophiques (Melbourne, Australie). **Charlotte Foucher Zarmanian**, chargée de recherche en histoire de l'art, CNRS. **Geneviève Fraisse**, directrice de recherche en philosophie, CNRS. **Xavière Gauthier**, maîtresse de conférences, Université Bordeaux-Montaigne. **Françoise Gaspard**, sociologue. **Catherine Gonnard**, documentariste INA et chercheuse indépendante. **Nahema Hanafi**, maîtresse de conférences en histoire, Université d'Angers. **Nassira Hedjerassi**, professeure de sociologie de l'éducation, Université de Reims. **Patric Jean**, documentariste. **Josiane Jouët**, professeure émérite en sciences de l'information et de la communication, Université Paris-II. **Liliane Kandel**, sociologue et féministe. **Azadeh Kian**, professeure de sociologie, Université Paris-Diderot. **Yvonne Knibiehler**, historienne. **Rose-Marie Lagrave**, sociologue, directrice d'études à l'EHESS. **Diane Lamoureux**, professeure titulaire en science politique, Université Laval (Québec, Canada). **Michèle Larrouy**, responsable d'ARCL. **Sylvie Le Bon de Beauvoir**, professeure de philosophie. **Frédérique Le Nan**, maîtresse de conférences en littérature médiévale, Université d'Angers. **Catherine Marand-Fouquet**, historienne. **Hélène Marquié**, maîtresse de conférences en études de genre et en arts, responsable du Master genre à l'Université Paris-VIII Vincennes-Saint-Denis. **Margaret Maruani**, directrice de recherche en sociologie, CNRS. **Frédérique Matonti**, professeure en science politique, Université Paris-I. **Florence Montreynaud**, historienne et cofondatrice des Chiennes de garde. **Dalila Morsly**, professeure émérite de sciences du langage, Université d'Angers. **Janine Mossuz-Lavau**, directrice de recherche émérite en science politique, CNRS. **Delphine Naudier**, sociologue, chargée de recherche au CNRS. **Hélène Nicolas**, maîtresse de conférences en anthropologie, Université Paris-VIII Vincennes-Saint-Denis. **Sophie Noyé**, docteure en sciences politiques, Sciences-Po. **Karen Offen**, historienne indépendante, rattachée à Stanford University. **Nicole Pellegrin**, chargée de recherche honoraire en histoire moderne, CNRS. **Françoise Picq**, maîtresse de conférences honoraire en science politique, Université Paris-Dauphine. **Christine Planté**, professeure émérite en littérature, Université Lyon-II. **Sophie Pochic**, chargée de recherche en sociologie, CNRS. **Nadja Ringart**, sociologue et réalisatrice. **Michèle Riot-Sarcey**, professeure émérite en histoire, Université Paris-VIII Vincennes Saint-Denis. **Florence Rochefort**, chargée de recherche en histoire, CNRS. **Violaine Sebillotte Cuchet**, professeure en histoire ancienne, Université Paris-I. **Réjane Sénac**, chargée de recherche en sociologie, CNRS. **Claude Servan-Schreiber**, journaliste. **Charles Sowerwine**, professeur en histoire et études philosophiques (Melbourne, Australie). **Annie Sugier**, physicienne et chimiste. **Françoise Thébaud**, co-directrice de la revue *Clio, Femmes, Genre, Histoire*. **Eliane Viennot**, professeure en littérature, Université Jean Monnet (Saint-Etienne). **Georges Vigarello**, directeur d'études en histoire, EHESS. **Annette Wiewiorka**, directrice de recherche émérite en histoire, CNRS.